

2019 L'ANNÉE STRATÉGIQUE

➔ Analyse des enjeux internationaux
sous la direction de Pascal Boniface

ARMAND COLIN



© IRIS
2 bis, rue Mercœur
75011 Paris
www.iris-france.org

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du

Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Armand Colin / IRIS, 2018
Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92247 Malakoff Cedex

ISBN 978-2-200-62357-9

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

- 5 CLASSEMENT ALPHABÉTIQUE DES FICHES-PAYS
- 7 VIDÉOS
- 9 LES AUTEURS
- 11 REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES

21 INTRODUCTION

De la stupeur aux tremblements

- ▶ Pascal Boniface

AIRES GÉOGRAPHIQUES

30 ➔ EUROPE

L'Europe face à Donald Trump et au Brexit

- ▶ Olivier de France

86 ➔ AMÉRIQUE DU NORD

L'Amérique du Nord s'ajuste à l'America First

- ▶ Marie-Cécile Naves

100 ➔ RUSSIE ET CEI

Russie : le changement dans la continuité

- ▶ Arnaud Dubien

122 ➔ AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Divisions régionales, remarginalisation internationale

- ▶ Christophe Ventura

166 ➔ MOYEN-ORIENT ET MAGHREB

Une région sans boussole politique

- ▶ Didier Billion

196 ➔ AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les soubresauts de la démocratie

- ▶ Pierre Jacquemot

256 ➔ ASIE ET OCÉANIE

Incertaines restructurations régionales

- ▶ Barthélémy Courmont

CHAPITRES THÉMATIQUES

307 ENJEUX ÉCONOMIQUES

La guerre commerciale aura-t-elle lieu ?

▶ Sylvie Matelly

315 ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

La transition énergétique a besoin des États-Unis, pas de Donald Trump

▶ Bastien Alex

321 ANNEXES STATISTIQUES

Les différentes parties de cet ouvrage ne prennent pas en compte les événements postérieurs à début juillet 2018.

CLASSEMENT ALPHABÉTIQUE DES FICHES-PAYS

AFGHANISTAN : 275	ÉMIRATS ARABES UNIS : 180
AFRIQUE DU SUD : 216	ÉQUATEUR : 145
ALBANIE : 43	ÉRYTHRÉE : 230
ALGÉRIE : 176	ESPAGNE (UE) : 53
ALLEMAGNE (UE) : 44	ESTONIE (UE) : 54
ANDORRE : 45	ÉTATS-UNIS : 99
ANGOLA : 217	ÉTHIOPIE : 231
ANTIGUA-ET-BARBUDA : 133	FIDJI : 284
ARABIE SAOUDITE : 177	FINLANDE (UE) : 55
ARGENTINE : 134	FRANCE (UE) : 56
ARMÉNIE : 110	GABON : 232
AUSTRALIE : 276	GAMBIE : 233
AUTRICHE (UE) : 46	GÉORGIE : 113
AZERBAÏDJAN : 111	GHANA : 234
BAHAMAS : 135	GRÈCE (UE) : 57
BAHRÉÏN : 178	GRENADE : 146
BANGLADESH : 277	GUATEMALA : 147
BARBADE : 136	GUINÉE ÉQUATORIALE : 237
BELGIQUE (UE) : 47	GUINÉE : 235
BELIZE : 137	GUINÉE-BISSAU : 236
BÉNIN : 218	GUYANA : 148
BHOUTAN : 278	HAÏTI : 149
BIÉLORUSSIE : 112	HONDURAS : 150
BOLIVIE : 138	HONGRIE (UE) : 58
BOSNIE-HERZÉGOVINE : 48	INDE : 285
BOTSWANA : 219	INDONÉSIE : 286
BRÉSIL : 139	IRAK : 181
BRUNEI : 279	IRAN : 182
BULGARIE (UE) : 49	IRLANDE (UE) : 59
BURKINA FASO : 220	ISLANDE : 60
BURUNDI : 221	ISRAËL : 183
CAMBODGE : 280	ITALIE (UE) : 61
CAMEROUN : 222	JAMAÏQUE : 151
CANADA : 98	JAPON : 287
CAP-VERT : 223	JORDANIE : 184
CENTRAFRIQUE : 224	KAZAKHSTAN : 114
CHILI : 140	KENYA : 238
CHINE : 281	KIRGHIZSTAN : 115
CHYPRE (UE) : 50	KIRIBATI : 288
COLOMBIE : 141	KOSOVO : 62
COMORES : 225	KOWEÏT : 185
CONGO (République démocratique du) : 227	LAOS : 289
CONGO : 226	LESOTHO : 239
CORÉE DU NORD : 282	LETTONIE (UE) : 63
CORÉE DU SUD : 283	LIBAN : 186
COSTA RICA : 142	LIBERIA : 240
CÔTE D'IVOIRE : 228	LIBYE : 187
CROATIE (UE) : 51	LIECHTENSTEIN : 64
CUBA : 143	LITUANIE (UE) : 65
DANEMARK (UE) : 52	LUXEMBOURG (UE) : 66
DJIBOUTI : 229	MACÉDOINE (ARYM) : 67
DOMINIQUE : 144	MADAGASCAR : 241
ÉGYPTE : 179	MALAISIE (Fédération de) : 290

MALAWI : 242
MALDIVES : 291
MALI : 243
MALTE (UE) : 68
MAROC : 188
MARSHALL (Îles) : 292
MAURICE : 244
MAURITANIE : 189
MEXIQUE : 152
MICRONÉSIE (États fédérés de) : 293
MOLDAVIE : 116
MONACO : 69
MONGOLIE : 294
MONTÉNÉGRE : 70
MOZAMBIQUE : 245
MYANMAR (BIRMANIE) : 295
NAMIBIE : 246
NAURU : 296
NÉPAL : 297
NICARAGUA : 153
NIGER : 247
NIGERIA : 248
NORVÈGE : 71
NOUVELLE-ZÉLANDE : 298
OMAN : 190
OUGANDA : 249
OUBÉKISTAN : 117
PAKISTAN : 299
PALAU : 300
PALESTINE : 191
PANAMA : 154
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : 301
PARAGUAY : 155
PAYS-BAS (UE) : 72
PÉROU : 156
PHILIPPINES : 302
POLOGNE (UE) : 73
PORTUGAL (UE) : 74
QATAR : 192
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : 157
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (UE) : 75
ROUMANIE (UE) : 76
ROYAUME-UNI (UE) : 77
RUSSIE : 118
RWANDA : 250
SAINTE-LUCIE : 158

SAINT-KITTS-ET-NEVIS : 159
SAINT-MARIN : 78
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES : 160
SALOMON (Îles) : 303
SALVADOR : 161
SAMOA : 304
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE : 251
SÉNÉGAL : 252
SERBIE : 79
SEYCHELLES : 253
SIERRA LEONE : 254
SINGAPOUR : 305
SLOVAQUIE (UE) : 80
SLOVÉNIE (UE) : 81
SOMALIE : 255
SOUDAN DU SUD : 257
SOUDAN : 256
SRI LANKA : 306
SUÈDE (UE) : 82
SUISSE : 83
SURINAM : 162
SWAZILAND : 258
SYRIE : 193
TADJIKISTAN : 119
TAIWAN : 307
TANZANIE : 259
TCHAD : 260
THAÏLANDE : 308
TIMOR-LESTE : 309
TOGO : 261
TONGA : 310
TRINITÉ-ET-TOBAGO : 163
TUNISIE : 194
TURKMÉNISTAN : 120
TURQUIE : 84
TUVALU : 311
UKRAINE : 121
URUGUAY : 164
VANUATU : 312
VATICAN : 85
VENEZUELA : 165
VIÊTNAM : 313
YÉMEN : 195
ZAMBIE : 262
ZIMBABWE : 263

Pour aller plus loin, cette édition de *L'Année stratégique* propose des vidéos permettant d'affiner sa compréhension des problématiques propres à chaque chapitre. Vous trouverez ainsi en ligne une intervention de chaque auteur évoquant sa zone de compétence géographique ou sa spécialisation thématique.

Le multilatéralisme est-il révolu ? L'Europe doit-elle se détourner des États-Unis ?	p. 21
▶ Pascal Boniface	
Donald Trump, ennemi de l'Union européenne ?	p. 33
▶ Olivier de France	
En quoi la politique économique de Donald Trump s'inscrit-elle dans son projet géopolitique ?	p. 89
▶ Marie-Cécile Naves	
Où en est la situation en Ukraine à l'été 2018 ?	p. 103
▶ Arnaud Dubien	
Comment la confrontation entre les États-Unis et la Chine se matérialise-t-elle en Amérique latine ?	p. 125
▶ Christophe Ventura	
La désignation de Mohammed Ben Salman au titre de prince héritier peut-elle laisser entrevoir de profonds changements pour l'Arabie saoudite ?	p. 168
▶ Didier Billion	
La démocratie progresse-t-elle en Afrique ?	p. 199
▶ Pierre Jacquemot	
Comment la Chine impose-t-elle ses propres standards en matière de libre-échange ?	p. 259
▶ Barthélémy Courmont	
Le dollar peut-il être remis en cause en tant que monnaie des échanges internationaux ?	p. 307
▶ Sylvie Matelly	
Plus d'un an après la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris, où en sont les négociations climatiques internationales ?	p. 315
▶ Bastien Alex	

■ Comment accéder aux vidéos ?

Téléchargez un lecteur de QR code gratuit et ouvrez l'application sur votre smartphone. Photographiez le QR code.

Découvrez les vidéos.

Si vous n'avez pas de smartphone, les vidéos sont disponibles *via* l'adresse située sous le QR code.

LES AUTEURS

Ouvrage publié sous la coordination éditoriale de Marc Verzeroli, responsable d'édition à l'IRIS et rédacteur en chef de *La Revue internationale et stratégique*, avec Yannis Boukobza, étudiant à l'Institut Catholique de Paris et assistant de rédaction à l'IRIS.

Les fiches-pays ont été réalisées par Camille Julienne, étudiante à l'Institut Catholique de Paris, et Romain Vadans, étudiant à Sciences Po (Paris School of International Affairs), sous la direction de Marc Verzeroli. Les données militaires ont été collectées par Jean-Vincent Brisset.

- ▶ **Bastien Alex**, chercheur à l'IRIS, spécialiste des questions énergétiques et environnementales.
- ▶ **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS, spécialiste des questions relatives au Moyen-Orient.
- ▶ **Pascal Boniface**, directeur de l'IRIS, enseignant à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris-VIII.
- ▶ **Jean-Vincent Brisset**, directeur de recherche à l'IRIS, spécialiste des questions relatives au monde chinois et à la défense.
- ▶ **Barthélémy Courmont**, professeur à l'Université Catholique de Lille et directeur de recherche à l'IRIS.
- ▶ **Arnaud Dubien**, directeur de l'Observatoire franco-russe et chercheur associé à l'IRIS.
- ▶ **Olivier de France**, directeur de recherche à l'IRIS.
- ▶ **Pierre Jacquemot**, président du GRET-Professionnels du développement solidaire (France), maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et chercheur associé à l'IRIS.
- ▶ **Sylvie Matelly**, économiste, directrice adjointe de l'IRIS.
- ▶ **Marie-Cécile Naves**, docteure en science politique de l'Université Paris-Dauphine, vice-présidente de Sport et Citoyenneté et chercheuse associée à l'IRIS.
- ▶ **Christophe Ventura**, chercheur à l'IRIS, spécialiste de l'Amérique latine.

REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES

Les différentes parties de cet ouvrage ne prennent pas en compte les événements postérieurs à début juillet 2018.

➔ Sigles et abréviations

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique (pays ACP)
AEC	Association des États des Caraïbes
AELE	Association européenne de libre-échange
AIE	Agence internationale de l'énergie [IEA]
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique [IAEA]
AIIB	Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures
AKP	Parti de la justice et du développement (Turquie)
Alba	Allianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América [Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique]
ANC	African National Congress (Afrique du Sud)
Alena	Accord de libre-échange nord-américain [NAFTA]
ANZUS	Australia, New Zealand, United States Security Treaty [Pacte militaire entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis]
APD	Aide publique au développement
Apec	Asia Pacific Economic Cooperation [Coopération économique Asie-Pacifique]
ARYM	Ancienne république yougoslave de Macédoine
Asean	Association of Southeast Asian Nations [Association des nations de l'Asie du Sud-Est]
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
BTP	Bâtiment et travaux publics
CAATSA	Countering America's Adversaries Through Sanctions Act (États-Unis)
CARICOM	Caribbean Community [Communauté des Caraïbes]
CCEAG	Conseil de coopération des États arabes du Golfe
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CCNA	Conseil de coopération nord-atlantique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDU	Union chrétienne-démocrate d'Allemagne
CE	Conseil de l'Europe
CEA	Communauté économique africaine
Cedeao	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEI	Communauté des États indépendants
Celac	Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes
Cemac	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
Cepal	Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine et les Caraïbes

CETA	Comprehensive Economic and Trade Agreement [Accord économique et commercial global]
CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement [UNCTAD]
CO₂	Dioxyde de carbone
COI	Commission de l’océan Indien
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa [Marché commun d’Afrique orientale et australe]
COMESSA	Communauté des États sahélo-sahariens
COP	Conférence des parties [Conference of parties]
CPI	Cour pénale internationale
CPTPP	Comprehensive and Progressive Trade Agreement for Trans-Pacific Partnership [Accord global et progressif de partenariat transpacifique]
CSU	Union chrétienne-sociale en Bavière
DACA	Deferred Action for Childhood Arrivals (États-Unis)
EAC	Communauté d’Afrique de l’Est [East African Community]
EEE	Espace économique européen
EI	État islamique
ENR	Énergies renouvelables
FBI	Federal Bureau of Investigation [Bureau d’enquête fédéral]
FED	Federal Reserve System [Réserve fédérale des États-Unis]
FLN	Front de libération nationale (Algérie)
FMI	Fonds monétaire international [IMF]
FTAAP	Free-Trade Area of the Asia-Pacific [Zone de libre-échange de l’Asie-Pacifique]
G7/G8	Groupe des sept pays les plus industrialisés (huit avec la Russie)
G20	Groupe des vingt
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce]
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat
GPS	Global Positioning System
GUAM	Organisation pour la démocratie et le développement
GW	Gigawatt
ICBM	Intercontinental Ballistic Missile [Missile balistique intercontinental]
IDE	Investissement direct à l’étranger
IDH	Indice de développement humain
INF	Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty [Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire]
IOR-ARC	Indian Ocean Rim-Association for Regional Cooperation [Association régionale pour la coopération des pays riverains de l’océan Indien]
IRBM	Intermediate-Range Ballistic Missile [Missile balistique à portée intermédiaire]
LNG	Liquefied Natural Gas [Gaz naturel liquéfié]

MCCA	Marché commun centre-américain
Mercosur	Mercado Común del Sur [Marché commun sud-américain]
Minusca	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique
Minusma	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali
MRBM	Medium-Range Ballistic Missile [Missile balistique à moyenne portée]
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCE	Organisation de coopération économique
OCI	Organisation de la coopération islamique
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
OEA	Organisation des États américains
OGM	Organisation génétiquement modifié
OIF	Organisation internationale de la francophonie
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce [WTO]
OMS	Organisation mondiale de la santé [WHO]
ONG	Organisation(s) non gouvernementale(s)
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord [NATO]
PDKI	Parti démocratique du Kurdistan d'Irak
PIB	Produit intérieur brut
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan (Turquie)
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PYD	Parti de l'union démocratique (Syrie)
R&D	Recherche et développement
RCA	République centrafricaine
RCEP	Regional Comprehensive Economic Partnership [Partenariat économique régional global]
RDC	République démocratique du Congo
RNB	Revenu national brut
SAARC	South Asian Association for Regional Cooperation [Association d'Asie du Sud pour la coopération régionale]
SACU	Southern Africa Custom's Union [Union douanière de l'Afrique australe]
SADC	Southern Africa Development Community [Communauté de développement de l'Afrique australe]
SEAE	Service européen pour l'action extérieure (Union européenne)

SICA	Système d'intégration centraméricain
SNLE	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins
SPD	Parti social-démocrate d'Allemagne
TCP	Traité de commerce des peuples
TNP	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [NPT]
TPDA	Traité de préférence douanière pour les pays andins
TPP	Trans-Pacific Partnership [Accord de partenariat transpacifique]
UA	Union africaine
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UE	Union européenne
UEEA	Union économique eurasiatique
UEM	Union économique et monétaire
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UIT	Union internationale des télécommunications
UMA	Union du Maghreb arabe
Unasur	Union des nations sud-américaines
Unesco	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization [Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture]
UNICEF	United Nations Children's Fund [Fonds des Nations unies pour l'enfance]
UNOCA	United Nations Office for Central Africa [Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale]
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
ZANU-PF	Zimbabwe African National Union – Patriotic Front
ZES	Zone économique spéciale
ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques [FTAA]

➔ Au sujet des fiches-pays et des annexes statistiques

La mention « nc » (non communiqué) signifie que la donnée en question n'est pas disponible.

Les statistiques

▶ Les données statistiques ont été collectées auprès des services statistiques d'organismes internationaux. Ont été retenus les chiffres disponibles les plus récents et les plus fiables. Dans un souci de cohérence, nous avons choisi de travailler à partir de sources de la même année de référence (2016), afin d'uniformiser les données intrinsèquement liées (telles que la population et le PIB par habitant).

▶ Si les statistiques donnent une idée de la situation des pays, elles doivent être considérées à titre indicatif. En effet, il se révèle difficile de mesurer un phénomène économique ou social dans la mesure où il reflète des réalités très diverses en fonction des pays. Ainsi, dans les pays en développement, où l'économie souterraine est importante, le taux de chômage a tendance à être surestimé et le PIB sous-estimé. De plus, la grande diversité des modes de calcul des statistiques entre les pays peut introduire des biais significatifs.

Informations politiques et administratives

▶ Pour plus de clarté, la terminologie utilisée pour désigner la nature des régimes a été volontairement harmonisée.

- Monarchie absolue : régime dirigé par un monarque souverain détenteur des pleins pouvoirs.
 - Monarchie constitutionnelle à régime parlementaire : régime formellement dirigé par un monarque n'exerçant pas le pouvoir.
 - Monarchie constitutionnelle : exercice du pouvoir par le monarque, l'institution parlementaire ne dispose que de pouvoirs faibles.
 - République : régime au sein duquel les représentants sont élus par le peuple ou une partie de celui-ci. Ce terme regroupe les républiques à régime parlementaire, présidentiel, mixte et de parti unique. Ainsi, aussi bien la France que la Corée du Nord sont des républiques.
 - Dictature militaire : gouvernement de type dictatorial directement dirigé par l'armée.
- ▶ La superficie indiquée dans les fiches-pays équivaut à l'ensemble des terres et des eaux délimitées par les frontières internationales.
- ▶ Seuls les membres à part entière d'organisations internationales sont mentionnés. Les États observateurs ou associés ne sont pas indiqués.

Démographie

▶ Sauf contre-indications figurant sur les fiches-pays, les chiffres de la population et de la densité sont ceux de 2016. Pour la population urbaine, le nombre de villes de plus de 1 million d'habitants, la part des moins de 15 ans, la part des plus de 65 ans, l'indice de fécondité, le taux de natalité, le taux de mortalité et l'espérance de vie, les données sont également celles de 2016.

▶ Le nombre de villes de plus de 1 million d'habitants correspond aux aires urbaines (ville-centre, banlieue, couronne périurbaine) de plus de 1 million d'habitants en 2016.

▶ La densité exprime le nombre d'habitants au km². Elle est calculée à partir de la superficie des terres émergées du pays, excluant les eaux intérieures (lacs, fleuves, estuaires, baies) et la mer territoriale.

- ▶ La population urbaine et la structure en âge de la population sont exprimées en pourcentage de la population totale.
- ▶ L'indice de fécondité est le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer (entre 15 et 45 ans). Il doit être au minimum de 2,1 pour assurer le remplacement à l'identique des générations.
- ▶ Les taux de natalité et de mortalité représentent respectivement le nombre de naissances vivantes et de décès rapportés à la population totale du pays. Ils sont exprimés pour 1 000 habitants.
- ▶ Le taux de mortalité infantile correspond au nombre de nouveau-nés (enfants âgés de moins d'un an) décédés dans l'année rapporté au nombre d'enfants du même âge vivants. Le taux est exprimé pour 1 000 habitants, et pour l'année 2016.
- ▶ L'espérance de vie à la naissance, ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année.

Économie et commerce

- ▶ Sauf contre-indications figurant sur les fiches-pays, les données du PIB, du PIB par habitant, du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, de la structure du PIB, du solde public, de la dette publique, du service de la dette, du taux d'inflation, du taux de chômage, des exportations, des importations, de la balance courante, des réserves officielles, des investissements directs étrangers entrants, des exportations de haute technologie et de l'aide publique au développement (APD) sont celles de l'année 2016.
- ▶ Sauf contre-indications figurant sur les fiches-pays, les statistiques pour la recherche et développement (R&D) concernent l'année 2015.
- ▶ Le PIB représente le produit intérieur brut exprimé en dollars courants, c'est-à-dire aux prix effectivement pratiqués pendant l'année d'observation. Il représente la somme des valeurs ajoutées produites à l'intérieur du pays, plus les taxes sur la valeur ajoutée non incluses dans l'évaluation de la valeur de la production, auxquelles s'ajoutent les droits de douane nets de subventions à l'exportation.
- ▶ Le PIB par habitant représente la richesse annuelle produite, rapportée au nombre d'habitants du pays.
- ▶ Le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) : la parité de pouvoir d'achat est un taux de conversion monétaire, qui permet d'exprimer dans une unité commune (le dollar international) les pouvoirs d'achat des différentes monnaies, c'est-à-dire la quantité de dollars internationaux nécessaire dans chaque pays pour se procurer le même panier de biens et services. Le PIB par habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat prend davantage en considération les niveaux de vie.
- ▶ La croissance 2008-2017 est le taux de croissance annuel moyen du PIB sur la période considérée.
- ▶ Les exportations de haute technologie sont des produits avec une haute intensité en recherche et développement, comme dans l'aérospatial, l'informatique, les produits pharmaceutiques, les instruments scientifiques et la machinerie électrique. Les données sont exprimées en dollars américains courants.
- ▶ Le solde public (net) est la différence entre les recettes et les dépenses d'un budget, en l'occurrence celui de l'État, des collectivités territoriales (régions, départements et communes) et des administrations de sécurité sociale.
- ▶ La dette publique (brute) est la somme des encours des titres d'emprunts publics (titres d'emprunts d'État, bons du Trésor, etc.).

- ▶ Le service de la dette représente l'ensemble des dépenses consacrées à la part annuelle du remboursement du capital (le principal) et aux intérêts de la dette, rapporté aux exportations. Ce ratio indique la part des recettes d'exportation du pays qui sera absorbée par le service de la dette. Les pays en développement étant fortement endettés et ayant souvent une faible demande intérieure, ce ratio est un bon indicateur de la capacité d'un État à rembourser sa dette.
- ▶ Les réserves officielles comprennent les avoirs en or, les droits de tirages spéciaux du Fonds monétaire international (FMI), les réserves détenues par le FMI et les avoirs en devises détenus par les autorités monétaires.
- ▶ Les exportations et les importations correspondent respectivement à la vente et à l'achat à l'étranger de marchandises.
- ▶ Principaux clients et fournisseurs : il s'agit respectivement des trois premiers pays importateurs et exportateurs. Leur poids est exprimé en pourcentage par rapport à la totalité des échanges commerciaux désignés.
- ▶ La balance courante est le solde des flux monétaires d'un pays résultant des échanges internationaux de biens et services (balance commerciale), revenus (salaires, dividendes, intérêts) et transferts courants (transferts de fonds des travailleurs à l'étranger, contributions aux organisations internationales). Elle est plus représentative de la situation économique d'un pays vis-à-vis de l'étranger que la simple balance commerciale.
- ▶ L'investissement direct étranger (IDE) entrant correspond au stock de capitaux étrangers investis en vue de la création d'une entreprise ou de la prise de participation durable d'une entreprise existante.
- ▶ La mention APD fait référence à l'aide publique au développement. APD (donneur, % RNB) représente l'assistance officielle pour le développement octroyée au cours de l'année 2016 par le pays donneur en pourcentage de son revenu national brut (RNB). L'APD (receveur, % RNB) représente l'aide officielle pour le développement reçue au cours de l'année 2016 par le pays receveur en pourcentage de son RNB. Certains pays de cette dernière catégorie présentent un chiffre négatif car ils sont considérés comme bénéficiaires de l'APD au titre de la liste établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, et reçoivent ainsi des fonds, tout en menant une politique d'aide au développement.

Société

- ▶ Sauf contre-indications figurant sur les fiches-pays, le budget public dévolu à l'éducation (% du PIB), le nombre de médecins pour 1 000 habitants, le nombre d'utilisateurs Internet pour 100 habitants et le nombre de téléphones portables pour 100 habitants correspondent à l'année 2016.
- ▶ L'indice de Gini indique dans quelle mesure la répartition des revenus – ou, dans certains cas, les dépenses de consommation – entre les individus ou les ménages au sein d'une économie s'écarte de l'égalité parfaite. Une courbe de Lorenz indique les pourcentages cumulatifs du total des revenus reçus par rapport au nombre cumulé des bénéficiaires, en commençant par les individus ou les ménages les plus pauvres. L'indice de Gini indique l'aire entre la courbe Lorenz et une ligne hypothétique d'égalité absolue en tant que pourcentage de l'aire maximale située sous cette ligne. L'indice de Gini est compris entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité absolue). Sauf mention contraire, il est exprimé pour 2016.
- ▶ L'indice de développement humain (IDH), mesuré par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) depuis 1990, est un critère composite du niveau

de développement des pays. Il prend en compte le revenu moyen par habitant (PIB par habitant), l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation de la population (taux d'alphabétisation des adultes et taux brut de scolarisation). L'IDH varie de 0 à 1. Cet indice a été calculé pour les pays membres de l'ONU pour lesquels on dispose de données fiables pour toutes les composantes. Il est exprimé pour l'année 2015.

- ▶ Le taux d'alphabétisation concerne la population âgée de plus de 15 ans. Sauf mention contraire, il est exprimé pour l'année 2016.
- ▶ La présence des femmes au Parlement est indiquée en pourcentage. Si le système est bicaméral, le chiffre communiqué indique la moyenne de la présence des femmes entre les deux chambres. Lorsque les deux valeurs présentent un écart supérieur à 10 points, elles sont indiquées séparément : Assemblée, puis Sénat. Ces dénominations ne font que distinguer des caractéristiques institutionnelles et ne préjugent pas du nom de l'assemblée en question. Les données sont arrêtées au 1^{er} mai 2018.
- ▶ Le budget éducation est la part du PIB représentée par les dépenses publiques courantes et en immobilisations au titre de l'éducation et comprend les dépenses publiques relatives aux établissements d'enseignement (publics et privés) et à l'administration de l'éducation ainsi que les subventions à des entités privées (étudiants, ménages et autres entités privées).
- ▶ Le budget santé représente la somme des dépenses de santé publiques, rapportée au PIB. Il est exprimé pour l'année 2015.
- ▶ Le nombre de médecins pour 1 000 habitants représente le nombre de praticiens généralistes et spécialistes pour une population de 1 000 personnes dans un pays.
- ▶ Le nombre d'internautes correspond au nombre d'utilisateurs d'Internet, calculé sur la base du nombre d'ordinateurs connectés, lui-même multiplié par une estimation du nombre moyen d'individus utilisant chaque poste. Ce chiffre peut sous-estimer le nombre d'utilisateurs réel, particulièrement dans les pays en développement, sachant qu'un nombre important d'individus utilisent la même connexion.
- ▶ Le nombre de téléphones portables correspond au nombre d'abonnements à la téléphonie mobile souscrits.

Énergie et environnement

- ▶ Sauf contre-indications figurant sur les fiches-pays, les données du taux de couverture énergétique sont celles de l'année 2015.
- ▶ Taux de couverture énergétique : rapport entre la production nationale et la consommation totale d'énergie ; un taux de 100 correspond à la valeur d'autosuffisance.
- ▶ Les émissions de CO₂ par habitant sont exprimées en tonnes, pour l'année 2014.
- ▶ La répartition de la production d'énergie exprime les différents types d'énergies produites par un pays. Sauf mention contraire, elle est exprimée pour l'année 2015.
- ▶ L'intensité énergétique représente la quantité d'énergie nécessaire à la production d'une unité de PIB. Elle est ici exprimée en tonnes d'équivalent pétrole (TEP) par million de dollars de PIB, pour l'année 2015.
- ▶ Le World Risk Index considère la vulnérabilité et l'exposition d'un pays aux désastres naturels (tremblements de terre, tempêtes, inondations, sécheresse, hausse du niveau de la mer, etc.). Pour cela, il prend en compte un ensemble de données sociales, politiques, économiques et environnementales. Il est exprimé en pourcentage, la grandeur de celui-ci étant proportionnelle au risque auquel le pays est exposé. Il est exprimé pour l'année 2016.

Défense

- ▶ Sauf contre-indications figurant sur les fiches-pays, le budget de la défense en valeur et en pourcentage du PIB, le budget de la défense par habitant et par militaire, l'effectif total, les effectifs par armée et l'arsenal militaire correspondent à l'année 2017.
- ▶ Sauf contre-indications figurant sur les fiches-pays, l'évolution du budget de la défense représente le différentiel entre les budgets de la défense en 2016 et en 2017. Le calcul prend désormais en compte l'inflation observée entre les deux années de référence.
- ▶ Les Casques bleus constituent le personnel militaire de l'ONU sur le terrain. Les contingents mis au service de l'Organisation sont fournis par les différentes armées nationales des pays membres de l'ONU. Les données ici présentées sont arrêtées au 31 mars 2018.
- ▶ Le budget de la défense correspond au budget prévisionnel provisionné. Il diffère des dépenses militaires, sommes effectivement dépensées, mais pas forcément anticipées.
- ▶ Les services communs représentent l'ensemble du personnel non combattant de l'armée. Dans leurs statistiques, les États ne distinguent pas forcément les services communs des forces combattantes.
- ▶ Les critères de « valeur absolue » et de « valeur locale » déterminent la capacité des forces armées en fonction de critères variés (entraînement, état des matériels, capacités de projection, etc.) :
 - Valeur locale : capacités militaires comparées à celles des pays voisins sur une échelle régionale (critères d'évaluation : « - - », « - », « = », « + », « + + »).
 - Valeur absolue : capacités militaires comparées à celles de tout autre État sur une échelle mondiale (réfèrent : États-Unis ; critères d'évaluation : « - - », « - », « = », « + », « + + »).
- ▶ L'entrée « Tendence évolution » reflète l'évolution de la qualité globale de l'outil militaire du pays recensé.

Fiches régionales

- ▶ Les fiches régionales présentent uniquement des données agrégées des fiches-pays. Par conséquent, les données non communiquées pour certains pays n'ont pas été prises en compte lors des calculs. Les chiffres des PIB régionaux et mondial, par exemple, sont fournis à titre indicatif et ne prennent en compte que les pays pour lesquels les données sont précisées pour l'année de référence (2016).
- ▶ Les fiches régionales visent à mettre en relief les principales puissances démographiques, économiques et militaires de chaque aire géographique.

Sources

- ▶ *Defense News* (hebdomadaire, Springfield, États-Unis).
- ▶ FMI, www.imf.org
- ▶ Federation of American Scientists, www.fas.org
- ▶ Global Security, www.globalsecurity.org
- ▶ *Human Development Report*, PNUD, 2016.
- ▶ International Development Statistics, OCDE.
- ▶ International Telecommunication Union, www.itu.int
- ▶ Inter-Parliamentary Union, www.ipu.org
- ▶ *Jane's Defence Weekly* (hebdomadaire, Couldson, Royaume-Uni, Jane's information group).
- ▶ *Military Balance 2017*, Oxford, Routledge, 2017.

- ▶ *Military Balance 2018*, Oxford, Routledge, 2018.
- ▶ *Profils commerciaux 2017*, OMC, 2016.
- ▶ Nations unies.
- ▶ Unesco.
- ▶ CNUCED, unctad.org
- ▶ OMS, www.who.int
- ▶ Stockholm International Peace Research Institute, www.sipri.org
- ▶ Banque mondiale, www.banquemondiale.org
- ▶ *World Population Prospects. The 2017 Revision*, ONU, 2017.
- ▶ *The World's Cities in 2016*, ONU, 2016.
- ▶ *World Urbanization Prospects, The 2018 Revision*, ONU, 2018.
- ▶ *World Economic Outlook Database 2018*, Washington, FMI, avril 2018.
- ▶ *World Risk Report 2017*, Alliance Development Works – United Nations University – Institute for Environment and Human Security, 2017.
- ▶ International Energy Agency, www.iea.org
- ▶ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, www.diplomatie.gouv.fr